

David Ray Griffin

# Omissions et manipulations de la commission d'enquête sur le 11 Septembre

Traduit de l'américain par  
Pierre-Henri Bunel,  
Geneviève Beduneau,  
et Evelyne Dablin

Éditions Demi-Lune

# Extrait

## Conclusion

Il devrait être tout à fait clair désormais que le but de la Commission n'était pas de donner «le compte-rendu le plus complet possible des événements qui entourent le 11 Septembre». Elle s'était assignée celui de démontrer, de façon implicite, que le gouvernement américain n'était pas complice des attaques du 11 septembre. Nous avons vu, cependant, qu'elle n'a pu aboutir à cette conclusion qu'en déformant ou en faisant abstraction de dizaines de faits.

Dans le chapitre 1, nous avons examiné ceux omis par la Commission au sujet des supposés pirates de l'air suicide. Il s'avère que six au moins ont été signalés comme bien vivants ; que certains d'entre eux, dont Mohamed Atta, ne se comportaient pas comme tout bon musulman se préparant à rencontrer son Créateur ; qu'Hani Hanjour n'avaient pas les compétences de pilotage pour accomplir ce que le vol n° 77 fit, à ce qu'il paraît (un fait que la Commission reconnut, puis ignora par la suite) ; et que les manifestes de vol confirmant que ces dix-neuf hommes se trouvaient bien à bord de ces avions n'ont jamais été présentés.

Dans le chapitre 2, nous avons vu qu'elle a ignoré divers faits qui contredisent la théorie selon laquelle l'incendie fut la cause de l'affaissement des bâtiments du WTC (avec, peut-être dans le cas des Tours Jumelles, l'incidence de l'impact des avions). Il faut savoir que le feu n'a jamais auparavant fait s'écrouler des bâtiments de grande hauteur à structure d'acier ; que les incendies, spécialement dans la tour sud et la tour n° 7, n'étaient pas très importants, la chaleur pas assez intense et ils ne s'étaient pas déclarés depuis suffisamment longtemps. Qui plus est, c'est la «mauvaise» tour qui tomba la première. En donnant une explication implicite de la manière dont les tours se seraient effondrées, la Commission, de façon stupéfiante, a simplement nié leur caractéristique la plus importante, à savoir les quarante-sept colonnes en acier massif qui constituaient l'armature de chaque tour. Elle a omis ensuite de mentionner l'effondrement qui est perçu de l'avis général comme le plus improbable à expliquer, celui de la tour n° 7. Elle a aussi passé sous silence, bien sûr, ce qui s'apparente à une confession de Larry Silverstein, que ce building fut démolé de façon contrôlée. La Commission s'est aussi abstenue de

discuter du fait que l'effondrement de ces trois bâtiments compte dix caractéristiques standard de démolitions programmées (deux d'entre elles se sont même effondrées à la verticale et pratiquement à la vitesse de la chute libre). Elle s'est abstenue de commenter la déclaration publique du maire Giuliani suggérant qu'il était au courant que les tours allaient s'effondrer. Elle s'est gardée de mentionner qu'un frère et un cousin du président Bush étaient directeurs de la compagnie chargée de la sécurité du WTC. Et elle ne mentionne pas l'enlèvement accéléré des colonnes et des poutres en acier, même si faire disparaître des preuves du lieu d'un crime constitue normalement un crime fédéral.

Dans le chapitre 3, comme nous l'avons vu, le rapport Kean-Zelikow a omis de traiter divers faits concernant la frappe sur le Pentagone qui sont en contradiction avec la version officielle, à savoir que l'aile ouest était la partie la moins en mesure d'être frappée par des terroristes, que la façade ne s'effondra pas avant une demi-heure après avoir été prétendument percutée par un Boeing 757 volant à plusieurs centaines de kilomètres à l'heure, que le trou à l'entrée était juste assez grand pour le nez d'un Boeing 757, qu'un tel avion n'était visible ni à l'extérieur, ni à l'intérieur du Pentagone, et que le gouvernement, en dehors du fait qu'il ne divulguait pas les vidéos prouvant que l'appareil était bien un Boeing, fit confisquer la vidéo de la station-service à proximité. En définitive, la Commission expliqua la décision des pirates de l'air de ne pas attaquer une centrale nucléaire parce qu'ils avaient peur que leur avion soit abattu, à cause de l'espace aérien interdit autour d'une centrale nucléaire. Mais elle a ensuite simplement ignoré le fait que l'espace aérien autour du Pentagone est aussi sûrement protégé, de sorte que seul un avion militaire peut le traverser sans activer les batteries antimissile.

Nous avons vu au chapitre 4 que, pendant que la Commission entrait dans des détours sans fin pour montrer que ce n'était pas la peur qui avait tenu le président éloigné de Washington après les attaques, elle ne traitait que de façon superficielle un problème plus sérieux : pourquoi le président et le Secret Service affichèrent-ils un *manque* de peur pendant une heure alors qu'ils auraient vraiment dû être effrayés ? Nous avons vu, en outre, qu'elle s'est abstenue de remettre en question la présentation déformée des options disponibles par le Secret Service, comme si la seule possibilité pour se dépêcher de sortir de l'école était d'y rester une demi-heure de plus.

Dans le chapitre 5, nous avons vu que la Commission s'est bien gardée de toute discussion des avertissements préalables manifestement reçus par le ministre de la Justice Ashcroft, le maire Willie Brown et

plusieurs responsables du Pentagone. Elle s'est abstenue d'évoquer les alertes préalables que David Schippers affirme avoir reçues de plusieurs agents du FBI. Elle s'est aussi gardée de mentionner ces agents du FBI qui ont déclaré avoir eu connaissance de la date et des cibles des attaques longtemps à l'avance. Elle a négligé, de la même manière, d'explorer la question de savoir pourquoi un appel de KSM à Mohamed Atta, la veille du 11 septembre, lui donnant l'autorisation finale de mettre le plan à exécution, qui aurait été intercepté par la NSA, ne fut réellement traduit qu'après le 11 Septembre. Finalement, en ce qui concerne les achats massifs d'options sur des titres de sociétés dont les cours en bourse devaient sûrement chuter après les attaques, la Commission a nié qu'ils constituaient des délits d'initié, simplement en se contentant d'éluder la question.

Dans le chapitre 6, nous avons vu que les omissions dans le rapport Kean-Zelikow incluent aussi la preuve qu'Oussama ben Laden a séjourné peu de temps avant le 11 Septembre dans un hôpital américain à Dubaï, où il reçut la visite d'un agent de la CIA ; preuve qu'il n'avait pas réellement été renié par sa propre famille ni par la famille royale saoudienne ; preuve que l'effort pour le capturer en Afghanistan était une mystification ; et le compte-rendu de Posner selon lequel, d'après Abi Zubaydah, trois membres au moins de la famille royale saoudienne savaient que les attaques d'*al-Qaida* sur le territoire américain étaient prévues pour le 11 septembre. En outre, le rapport final de la Commission a clairement déformé des faits connus en niant tout financement saoudien d'*al-Qaida*, et en réfutant en particulier que la princesse Haïfa ait versé de l'argent aux membres d'*al-Qaida*, même indirectement.

Le chapitre 7 a révélé plusieurs autres manipulations de la Commission : son ignorance mise en évidence par Craig Unger, de la distinction entre les vols commerciaux et les vols privés, en relation avec l'avion transportant des Saoudiens le 13 septembre ; son ignorance des preuves que quelque trois cents Saoudiens quittèrent le pays dans les jours qui suivirent ; sa fausse suggestion que chaque personne considérée comme « présentant de l'intérêt » subit un interrogatoire serré ; et son allégation que le prince Bandar ne fut pas lourdement impliqué dans l'affrètement des vols saoudiens. La Commission Kean-Zelikow s'est également abstenue de signaler que soit le président en personne soit certains subordonnés furent, en autorisant ces départs hâtifs, coupables d'obstruction à une investigation criminelle.

Dans le chapitre 8, qui a traité des omissions concernant le FBI, nous avons vu que la Commission s'est abstenue de mentionner les allégations

graves de l'agent du FBI, Robert Wright, sur l'obstruction mise contre son enquête par la hiérarchie au siège ; qu'elle a omis l'accusation, portée par l'agent du FBI à Minneapolis Coleen Rowley, de sabotage par le siège du FBI dans le cas Moussaoui ; qu'elle a écarté le fait qu'un agent au siège avait modifié sa requête FISA avant de la faire suivre ; qu'elle a enlevé tous les détails accablants du témoignage de trois heures et demie de Sibel Edmonds ; et qu'elle n'a manifestement interrogé aucun des agents du FBI qu'Edmonds accuse de malhonnêteté, tels que Mike Feghali et Thomas Friedls. Finalement, en associant la lettre d'Edmonds au président Kean à celle des anciens employés fédéraux envoyée au Congrès, citée dans l'introduction, nous pouvons déduire que la Commission a traité d'une manière similaire le témoignage des vingt-quatre anciens employés fédéraux qui, en plus d'Edmonds, ont signé cette lettre dont voici le contenu :

« L'omission est l'un des défauts majeurs dans le rapport de la Commission. Nous connaissons les révélations et les accusations qui lui furent dûment rapportés par ceux d'entre nous au contact direct des faits. [...] De graves problèmes et défaillances à l'intérieur des agences gouvernementales furent aussi rapportés à la Commission, mais ne furent pas inclus dans le rapport. »<sup>1</sup>

Si ces vingt-quatre personnes avaient, à l'instar d'Edmonds, écrit une lettre publique explicitant la nature de leur témoignage, nous aurions certainement eu une liste beaucoup plus longue des omissions de la Commission.

Quoi qu'il en soit, nous avons vu au chapitre 9 que le rapport Kean-Zelikow a omis divers faits qui, s'ils étaient connus du grand public, pourraient menacer la coopération avec le Pakistan et son ISI et entraîner des répercussions sur l'aide permanente qui leur est apportée : la présence du chef de l'ISI, Mahmoud Ahmad, à Washington la semaine avant le 11 Septembre ; la preuve qu'il donna l'ordre à un agent de l'ISI de verser cent mille dollars à Mohamed Atta ; la preuve que des officiels américains, après avoir entendu que ce paiement s'ébruitait, pressèrent le gouvernement pakistanais de le « mettre à la retraite » ; la preuve de la participation de l'ISI à l'assassinat d'Ahmad Shah Massoud ; la preuve que KSM, qui aurait donné à Mohamed Atta l'autorisation finale de procéder aux détournements d'avion du 11 Septembre, était lié à l'ISI ; la preuve que Daniel Pearl fut assassiné par des agents de l'ISI, peut-être par KSM ; la preuve que Mushaf Ali Mir, un officier de l'armée lié à l'ISI, connaissait les attaques du 11 septembre à l'avance ; et la preuve qu'en 1999, un agent de l'ISI, Rajaa Gulum Abbas, prédit la destruction des tours. Nous avons vu, finalement, que la Commission, bien qu'elle connaisse sûrement la preuve

du paiement de l'ISI à Atta, prétendit n'avoir vu « aucune preuve » de financement d'*al-Qaida* par un gouvernement étranger.

Dans le chapitre 10, nous avons constaté qu'elle a omis d'évoquer divers faits suggérant que l'administration Bush avait des intérêts qui auraient pu être des motifs déterminants pour organiser ou au moins permettre les attaques du 11 septembre. Le rapport de la Commission exclut, en particulier, la référence de l'administration Bush aux attaques du 11 septembre en tant qu'« opportunités » ; la déclaration du PNAC qu'« un nouveau Pearl Harbor » serait utile pour que soit décidée la réorganisation de l'armée, telle que souhaitée ; le fait que Rumsfeld, Myers et Eberhart, qui étaient chargés de la défense aérienne de l'Amérique le 11 septembre, furent des promoteurs enthousiastes du programme de défense spatiale des États-Unis, pour lequel Rumsfeld obtint un financement accru sur la base des attaques du 11 septembre ; la preuve que la guerre en Afghanistan avait pour cause réelle le gaz, le pétrole et la présence militaire renforcée en Asie Centrale, et rien à voir avec le maintien de la paix ni le respect des droits de l'Homme ; la preuve que plusieurs membres de l'administration Bush souhaitaient depuis longtemps une guerre pour avoir le contrôle de l'Irak ; et le fait que le mémo de Rumsfeld indiquait qu'il voulait attaquer l'Irak, que ce pays soit impliqué ou non dans le 11 Septembre.

Par ailleurs, au-delà de ces omissions et de ces manipulations, il y a toutes celles présentées dans la seconde partie. Présumant qu'elles sont suffisamment fraîches pour que le lecteur les ait encore en mémoire, je ne les résumerai pas ici. J'ajouterai cependant que dans ce livre, nous sommes sûrement encore éloignés de rémunération exhaustive de toutes celles contenues dans le rapport de la Commission d'enquête. C'est parce que je n'ai mentionné que celles que je connais par mon étude des preuves témoignant de la complicité de l'administration Bush dans les attaques du 11 septembre. Mais de longues parties du rapport Kean-Zelikow n'ont pas été traitées dans ce livre. Je n'ai aucune idée du nombre d'omissions et de manipulations qu'il peut y avoir.

J'ai appris, des omissions et des manipulations présentées ici, que le rapport final n'est tout simplement pas crédible. Une confirmation manifeste est l'assertion fautive que le matin du 11 septembre, le vice-président Cheney n'arriva dans la salle de conférence du bunker que peu avant dix heures. Si nous sommes certains que la Commission fabrique une contrevérité sur ce point, comment pouvons-nous lui faire confiance dans sa version de faits que nous ne sommes pas en mesure de vérifier, d'une façon ou d'une autre ?

Si ce rapport supposé faire autorité ne fait pas autorité, il nous faut des explications. Après tout, en règle générale, on ne déforme pas la vérité sans raison. Dans l'introduction, j'ai suggéré qu'une partie de l'explication au moins pouvait se trouver dans les conflits d'intérêts inhérents au directeur exécutif. Étant donné les liens qui unissent Philip Zelikow à la Maison Blanche de Bush sur le plan idéologique, professionnel et personnel, il pouvait difficilement inciter les membres de la Commission à mener une recherche impartiale, indépendante et objective pour connaître la vérité sur les attaques du 11 septembre, spécialement si la Maison Blanche était complice de ces attaques, intentionnellement ou par négligence.

J'ai insisté sur ce problème inhérent à la Commission du 11 Septembre, ainsi que sur le fait que ses deux membres les plus puissants sont républicains, en l'appelant la Commission Kean-Zelikow. A présent, je vais développer ce point, puis élargir l'explication en examinant d'autres conflits d'intérêt à l'intérieur de la Commission et de ses membres. Je vais me baser sur les informations de *Cover Up*, le livre paru en 2004 du reporter d'investigation Peter Lance.<sup>2</sup>

### PHILIP ZELIKOW ET LA MAISON BLANCHE

Dans l'introduction, j'ai écrit que «l'enquête de la Commission a été essentiellement conduite par Zelikow». Peter Lance rapporte que ce jugement est confirmé par un membre de l'équipe, devenu pour lui une source de renseignements confidentielle. Selon cette source, sur les huit équipes d'investigation, le seul dirigeant de l'équipe qui n'était pas contrôlé par Zelikow était John Farmer, «un ancien procureur général du New Jersey proche du président Tom Kean». Avec pour conséquence que «Farmer n'hésite pas à s'opposer à lui». Par contraste, toujours selon cette source : «Les autres équipes sont complètement contrôlées par Zelikow.» D'une façon plus générale, la source de Lance affirme : «Zelikow fait la loi. Il fausse l'investigation et la dirige à sa manière.»<sup>3</sup>

Par ailleurs, Lance rapporte qu'il a eu une expérience directe de la façon dont Zelikow exerce son contrôle sur l'enquête. Sur la base de son précédent livre, *1 000 Years for Revenge, International Terrorism and the FBI : The Untold Story*, Lance demanda à témoigner devant la Commission. Zelikow refusa. Mais ensuite, après que le livre de Lance fut porté à l'attention du président Kean, il fut invité à comparaître. Zelikow assigna la tâche de prendre sa déposition au membre de l'équipe Dietrich L. Snell.

Cette attribution pose, cependant, problème. D'un côté, le livre de Lance tourne autour de Ramzi Yousef qui fut l'architecte de l'attentat à la



bombe contre le World Trade Center en 1993, ainsi que du complot «Bojinka», dont l'objectif était de faire sauter une douzaine d'avions américains. Son compte-rendu diffère complètement de celui présenté par les procureurs à charge au cours du procès Bojinka de 1996, à la fin duquel Yousef fut inculpé. De l'autre côté, il se trouve que Dietrich Snell était l'un des procureurs à charge dans ce procès. Donc Lance fut assigné par Zelikow à donner son témoignage à un membre de l'équipe de la Commission du 11 Septembre qui avait un intérêt professionnel à ce qu'il soit rejeté.

Lance rapporte qu'il ne fut pas complètement surpris de découvrir que la plupart des éléments livrés à Snell aient été soit omis, soit manipulés, soit contredits dans le rapport final.<sup>4</sup> Les détails et les raisons de ces différences sont trop complexes pour qu'elles soient résumées ici. Mais, en tout cas, le point principal est que Lance a eu une expérience personnelle de la façon dont Zelikow, avec son pouvoir «de faire la loi», pouvait «fausser l'enquête».

J'ai suggéré aussi qu'en raison de son pouvoir de modeler l'enquête et le rapport final, combiné avec ses proches relations avec la Maison Blanche de Bush, l'investigation de la Commission ne fut probablement pas plus «impartiale» et «indépendante» que si elle avait été conduite par Condoleezza Rice, Dick Cheney ou George Bush. Lance cite Lorie van Auken qui, parlant au nom du Family Steering Committee, déclare ceci : «Notre impression aujourd'hui, c'est qu'ils ont décidé à l'avance de ce qu'ils voulaient que le public sache, puis ils ont dirigé les auditions afin qu'elles coïncident avec le script préconçu.»<sup>5</sup> En d'autres termes, la Commission ne conduisait pas réellement une enquête, mais était en représentation pour instiller dans l'esprit du public ce «qu'ils avaient décidé au préalable». Le «ils» dans cette affirmation désigne en premier lieu le directeur exécutif.

De plus, Lance a insisté sur le fait que l'influence de la Maison Blanche dans la production du rapport final n'était pas limitée à celle transmise à travers Zelikow. À cet égard, Lance signale un récit de l'agence UPI publiée le 1<sup>er</sup> juillet 2004, révélant que les différents rapports intermédiaires qui, dans l'ensemble, se retrouvèrent dans le rapport final avec peu de changements, furent autorisés à l'avance par la Maison Blanche. Cet article, écrit par Shaun Waterman, révéla aussi que les chapitres du rapport final furent envoyés au département de la Justice avant de recevoir l'autorisation d'être publiés.<sup>6</sup> La raison officielle était que ces autorisations garantiraient que, contrairement au rapport de l'enquête conjointe, rien dans le rapport de la Commission n'aurait besoin d'être effacé dans

l'intérêt de la Sécurité nationale. Cependant, Lance cite l'observation de Kristen Breitweiser pour qui ce procédé permet à l'administration, au nom de la sécurité nationale, de «cacher des informations qui sont précisément embarrassantes ou dérangeantes». <sup>7</sup> Ou même pire, pourrait ajouter un esprit plus soupçonneux...

La relation professionnelle privilégiée que la Commission entretient avec la Maison Blanche explique certains éléments au sujet du rapport final, qui autrement pourraient nous laisser perplexes. L'une d'elles est le fait qu'il ne contient aucune critique à l'encontre du président, en dépit des obstacles qu'il a placés sur le chemin de la Commission. Ces obstacles sont multiples. Le premier a été la longue résistance à ce qu'une telle Commission puisse même simplement voir le jour. Le président n'accéda à cette demande que sous la pression des familles des victimes puis des révélations de l'enquête conjointe, ne laissant d'autre choix à la Maison Blanche que de donner son accord. <sup>8</sup>

Un deuxième obstacle à la formation d'une Commission qui pourrait découvrir la vérité au sujet du 11 Septembre fut la nomination d'Henry Kissinger à la présidence. Cette nomination provoqua l'incrédulité générale, le *New York Times* déclarant qu'«il est tentant de se demander si le choix de Monsieur Kissinger n'est pas une manœuvre habile de la Maison Blanche pour contrôler une investigation à laquelle elle s'est longtemps opposée». <sup>9</sup> Le scepticisme à l'égard de la capacité de Kissinger à conduire une enquête indépendante était fondé d'une part sur la preuve qu'il percevait non seulement des honoraires en tant que consultant de sociétés ayant réalisé de lourds investissements en Arabie Saoudite, mais aussi d'Unocal, la compagnie pétrolière qui, comme nous l'avons vu au chapitre 10, voulait un pipeline à travers l'Afghanistan, à condition que les talibans soient remplacés par un gouvernement qui apporterait la stabilité nécessaire. <sup>10</sup>

Quand il fut expressément demandé que Kissinger fasse connaître le nom de ses clients d'affaires, le président déclara que cette formalité n'était pas nécessaire. Le Congressional Research Service estima le contraire, et Kissinger préféra démissionner plutôt que de s'y soumettre. <sup>11</sup> C'est seulement après l'échec de cette tentative que Bush nomma Kean et Zelikow.

Quoi qu'il en soit, les obstacles qui devaient être dressés sur le chemin de la Commission ne faisaient que commencer. Le président refusa de lui attribuer le financement adéquat. Alors qu'il fut octroyé cinquante millions de dollars pour l'enquête sur la catastrophe de Challenger, Bush ne s'engagea que sur trois millions de dollars pour le 11 Septembre, beaucoup plus complexe et meurtrier. Puis il résista à la demande d'un

supplément de huit millions de dollars.<sup>12</sup> Après, nous avons été témoins de retards dans l'autorisation de la mise en place d'un service de sécurité; résistance à fournir des documents; insistance pour que les agents fédéraux aient des «gardes» présents au moment où ils témoignaient; résistance à ce que des représentants de la Maison Blanche témoignent, spécialement sous serment; et résistance à prolonger la date limite quand la Commission réalisa que, à cause des nombreux retards, elle avait besoin de plus de temps.

La frustration que la Maison Blanche fit subir à la Commission à cause de ces retards déborda auprès du public, faisant souvent la une des journaux. Par exemple, lorsque l'habilitation pour Slade Gorton, un ancien sénateur qui connaissait parfaitement les problèmes liés au renseignement, fut retardée, le vice-président, Lee Hamilton, constata qu'il était «étonnant que quelqu'un comme le sénateur Gorton ne puisse pas obtenir immédiatement une autorisation». Le président Kean interpréta l'insistance à avoir des gardes comme une tentative «d'intimidation». Se référant au retard pris pour obtenir des documents de la Maison Blanche, Max Cleland constata : «Il est évident que la Maison Blanche joue la montre [...]. Nous sommes toujours en négociation avec un fonctionnaire du conseil de la Maison Blanche afin d'obtenir ces documents, c'est révoltant.» Slade Gorton ajouta qu'il serait «très difficile» de terminer le travail dans les délais impartis en raison du «manque de coopération». Après que la FAA eut reçu une citation à comparaître, le président Kean déclara que ça «obligerait d'autres agences à prendre en considération nos demandes de document avec le même sérieux qu'une assignation». Kean indiqua même qu'il était prêt à faire comparaître la Maison Blanche : «Tout document utile à cette investigation ne peut rester hors de notre portée [...]. Je ne vais pas demeurer là à [attendre] [...]. Nous mettrons tout en œuvre pour avoir accès à chaque document.»<sup>13</sup>

En lisant le rapport de la Commission, nous n'avons pas idée que de tels conflits aient jamais eu lieu. Dans leur préface, Kean et Hamilton ne font aucune mention de la «Maison Blanche» et une seule allusion au président Bush. Après avoir remercié leurs collègues commissaires et l'équipe, ils ajoutent : «Nous remercions le Congrès et le président.» (p. xvii). Dans la déclaration où ils annoncent leur objectif de «présenter le compte-rendu le plus complet possible des faits et des circonstances» en rapport avec le 11 Septembre, Kean et Hamilton ne font aucune mention de l'un des faits se rapportant au 11 Septembre des plus inexplicables : qu'après l'attaque terroriste la plus massive jamais subie par les États-Unis, le président n'ait voulu aucune enquête et, ensuite, une fois qu'il fut

forcé de l'accepter, il fit apparemment tout ce qui était en son pouvoir pour la retarder et lui faire obstruction. Il peut paraître étrange qu'il n'y ait aucune référence à ces actes dans son rapport final, jusqu'à ce que nous nous souvenions que la Maison Blanche avait la possibilité d'intervenir, indirectement par l'intermédiaire de Zelikow et directement dans la production du rapport final.

Les omissions et manipulations de ce rapport ne sont toutefois pas entièrement imputables à l'influence de Zelikow et de la Maison Blanche. Certains des commissaires et des membres de l'équipe de la Commission présentent des conflits d'intérêts.

### AUTRES CONFLITS D'INTÉRÊTS

Ils sont illustrés par le cas du président Kean en personne. Il était membre du conseil d'administration de la compagnie pétrolière Amerada Hess, qui fusionna avec Delta Oil, d'Arabie Saoudite, l'une des compagnies du consortium CentGas, pour former Hess-Delta.<sup>14</sup> Par conséquent, le remplacement de Kissinger par Kean n'écarta pas le risque que le président de la Commission du 11 Septembre ait pu être opposé à la divulgation de deux sortes d'informations : celles qui pourraient nuire aux relations américano-saoudiennes, et celles qui laisseraient supposer qu'il y avait un rapport entre la guerre en Afghanistan et la mise en route du projet de pipeline CentGas. En fait, comme nous l'avons vu, ces deux sortes d'informations furent omises du rapport de la Commission d'enquête.

Par ailleurs, de nouveaux rapports ont montré que tous les autres commissaires avaient au moins un possible conflit d'intérêts.<sup>15</sup>

De sérieux problèmes se posent aussi à l'intérieur de l'équipe de la Commission. Si nous lisons les pages du rapport où figure le nom des membres de l'équipe (XIII-XIV), nous constatons que nous ne savons rien à leur sujet. On nous dit seulement que, par exemple, Dietrich Snell remplit la fonction de « conseiller senior et chef d'équipe ». On ne nous précise pas qu'il fut autrefois avocat au département de la Justice ni qu'il fut procureur dans le procès Bojinka de Ramzi Yousef. Par conséquent, nous n'avons aucune raison de suspecter que ces « membres de l'équipe » présentent des conflits d'intérêts qui pourraient leur avoir donné des motifs de dissimuler certains des faits révélés par leur travail d'investigation.

Toutefois, Lance rapporte que Dietrich n'était pas une exception : « Presque la moitié des membres de l'équipe avaient des liens avec les agences qu'ils étaient chargés d'examiner. »<sup>16</sup>

Il précise ensuite :

« Des soixante-quinze membres de l'équipe figurant sur le site Internet de la Commission, neuf ont travaillé pour le département de la Justice [...], six pour la CIA, et six autres étaient des vétérans du FBI. Quatre membres de l'équipe ont travaillé à la Maison Blanche, trois au département d'État, et cinq autres au Pentagone. L'équipe comprenait également des représentants de l'INS et du NTSB [...] ainsi qu'un ancien employé d'un comité de surveillance de renseignements clé. »<sup>17</sup>

En ajoutant les commissaires, les chiffres augmentent. Par exemple, trois – Jamie Gorelick, Richard Ben-Veniste et James Thompson – ont travaillé pour le département de la Justice (DoJ).

À première vue, nous pourrions penser que c'est une bonne chose que la Commission soit composée de membres avec de tels antécédents, parce qu'ils pourront mieux évaluer les actes des agences concernées par le 11 Septembre.

Toutefois, bien que cette situation présente des avantages, les risques l'emportent. L'un d'eux est que ces membres, en vertu de la loyauté à ces agences et des liens avec les personnes qui y travaillent encore, soient tentés de dissimuler des faits qui pourraient causer de l'embarras, des démissions voire des poursuites criminelles. Plus significatif encore est le risque de conflits d'intérêts pour certains membres qui auraient pu être personnellement impliqués dans des affaires qui étaient, ou du moins auraient dû être, instruites par la Commission. Selon Lance, ce fut souvent le cas. Je vais résumer brièvement les exemples qu'il donne de ce genre de conflits impliquant d'anciens employés du DoJ, du FBI et de la CIA.

### *Conflits d'intérêts avec la CIA*

En examinant l'un des rapports remis par l'équipe de la Commission, Lance commente que ce fut « particulièrement facile avec la CIA » quand il décrit ce qu'il qualifia de « gaffe extraordinaire de l'agence ».<sup>18</sup> Suspectant que la cause puisse provenir du fait que six des membres de l'équipe avaient auparavant travaillé pour elle, il cite l'un d'eux, Douglas MacEachin, afin d'illustrer ce problème. En consultant le rapport de l'équipe n° 11 au sujet de « la performance des services de renseignement », Lance est spécialement critique sur la façon dont elle rend compte de l'idée des avions utilisés comme armes, dont certains exécutants d'*al-Qaida*, tels que Ramzi Yousef discutaient déjà en 1994. Lance mentionne que le rapport de l'équipe présente bien une critique de la CIA, mais qu'elle n'est pas très explicite :

«Notant que le Centre du contre-terrorisme (CTC) à la CIA «n'a pas analysé comment un avion détourné ou d'autres avions pleins d'explosifs pouvaient être utilisés comme arme», l'équipe de la Commission n'accuse personne en particulier. C'est peut-être parce que l'un de ses membres, Douglas MacEachin, fut directeur adjoint des services de renseignement à la CIA jusqu'en 1995.»

Pour souligner ce problème, Lance cite Lorie van Auken qui pose cette question : «Comment la Commission peut-elle utiliser les services d'un haut fonctionnaire de la CIA en retraite pour évaluer le travail de la CIA pendant qu'il y était en fonction? Comment s'attendre à une analyse objective et transparente?»<sup>19</sup>

### *Conflits d'intérêts avec le FBI*

Dans mes propres résumés de comptes-rendus sur les obstructions aux investigations en rapport avec le 11 Septembre, à la fois antérieures et postérieures aux attaques, le FBI est la principale agence impliquée. Par exemple, les histoires de Sibel Edmonds, Coleen Rowley, David Schippers et Robert Wright impliquent toutes le FBI. Et pourtant, il y a peu de critiques sérieuses à son encontre, si tant est qu'il y en ait. En réalité, le rapport semble faire des impasses pour dissimuler les fautes du FBI.

Le fait est moins surprenant si nous gardons à l'esprit les observations de Lance sur la composition de la Commission. Outre le fait qu'elle comprend six anciens employés du FBI, deux des commissaires qui ont été procureurs au DoJ, Richard Ben-Veniste et James Thompson, ont collaboré étroitement avec le FBI.<sup>20</sup> Il n'est peut-être pas surprenant alors d'apprendre de Lance que «dans toutes ses audiences publiques, l'équipe et les commissaires n'autorisèrent jamais aucun témoin en dehors du gouvernement à porter un témoignage critique contre le FBI».<sup>21</sup> Qui plus est, le FBI reçut des louanges plutôt que des critiques de la part des commissaires. Lors d'une audience, Ben-Veniste déclara : «Sans exception, le FBI est la meilleure agence au monde en charge de faire appliquer les lois.»<sup>22</sup>

Lance donne ensuite un exemple de la façon dont cette attitude a empêché tout témoignage contraire. Avant l'audience du mois d'avril qui devait traiter du FBI, il rapporte ceci : «Les veuves de Jersey firent pression pour obtenir de la Commission du 11 Septembre qu'elle aborde les accusations de Sibel Edmonds.» Mais, comme nous l'avons vu au chapitre 8, la Commission n'avait aucune question à poser au directeur du FBI, Mueller, sur aucun des sujets qu'Edmonds avait racontés en détail à l'équipe de la Commission. Puis, Lance continue :

«La seule allusion à cette question vient d'un commentaire crypté de Richard Ben-Veniste [...]. "Il y a un domaine que je veux mettre de côté, déclare-t-il, c'est la question des traducteurs du FBI. Je comprends qu'il y ait des investigations actives en ce qui concerne certaines des allégations qui ont été faites. Je ne veux pas aborder ce sujet maintenant. Je ne pense pas que ce soit approprié."»<sup>23</sup>

Donc, bien qu'Edmonds ait rapporté des incidents suggérant un sabotage délibéré de ses propres enquêtes par le FBI, et même une collusion avec des organisations au sujet desquelles le FBI était supposé enquêter, la Commission, créée pour examiner tous les « faits et circonstances » en rapport avec le 11 Septembre, refuse de parler des accusations d'Edmonds, pensant qu'il serait plus « approprié » qu'elles soient vérifiées par le FBI et le DoJ, les agences mêmes contre lesquelles elles sont portées.

Au chapitre 8, nous avons examiné quatre des huit points de la lettre ouverte qu'Edmonds envoya au président Kean pour lui préciser les sujets dont elle a informé son équipe. Pour notre étude, il est utile de regarder l'un de ces points, lequel n'a pas été mentionné auparavant. Il s'agit de la première accusation qu'elle mentionne dans sa lettre. Voici ce qu'elle écrit :

«Après les attaques terroristes du 11 Septembre, nous, les traducteurs au service de traduction le plus important et le plus grand du FBI, fûmes incités à ralentir et à arrêter la traduction d'informations critiques se rapportant aux activités terroristes, de façon à ce que le FBI puisse présenter au Congrès des États-Unis un dossier « d'accumulation croissante de documents non traduits » et justifier sa requête pour l'obtention d'une augmentation de budget et de personnel. Pendant que les agents du FBI des différents bureaux cherchaient désespérément des meneurs et des suspects, et dépendaient complètement du Q.G. du FBI et de ses services de traduction pour leur fournir l'information dont ils avaient besoin, leurs responsables administratifs demandaient à des centaines de traducteurs de laisser le travail s'empiler [...]. Ce fait a été confirmé par le Comité judiciaire du Sénat et étayé par le rapport de l'Inspecteur général du département de la Justice (veuillez vous référer au rapport DoJ-IG Re : Sibel Edmonds, et la traduction du FBI vous a été remise avant l'achèvement de votre rapport). J'ai communiqué à vos enquêteurs un compte-rendu détaillé et spécifique sur ce sujet, ainsi que le nom d'autres témoins qui pourront corroborer tout ceci. »

Ce fut l'un des sujets que la Commission estima inapproprié d'aborder.



Étant donné le contexte, il est intéressant de comparer ce que le rapport final avait à dire à ce sujet. Dans la partie consacrée au FBI, nous constatons que la Commission a bien signalé qu'il ne faisait pas un travail efficace. Pourtant, nous découvrons que, selon elle, le problème principal est le manque de financement adéquat. À la fin du paragraphe sur les insuffisances du FBI quant à « l'effort pour réunir des renseignements », nous apprenons que le FBI « manquait de traducteurs parlant couramment l'arabe et d'autres langues clé, conduisant à l'accumulation significative de messages interceptés non traduits » (p. 77). Puis, dans la note de ce paragraphe, nous lisons : « Depuis le 11 Septembre, le FBI a ajouté presque sept cents nouveaux traducteurs » (p. 273, note 25).

Voici, ensuite, la succession des événements après le 11 Septembre. Premièrement, on a demandé aux traducteurs de ralentir et d'arrêter la traduction de documents vitaux de façon à ce que « l'accumulation croissante de documents non traduits » puisse être utilisée pour justifier une augmentation du budget et du personnel. Deuxièmement, Sibel Edmonds a essayé d'éventer cette arnaque (entre autres choses), mais elle fut réduite au silence. Troisièmement, l'arnaque du FBI marcha, il obtint son augmentation. Quatrièmement, la Commission du 11 Septembre reçut le témoignage d'Edmonds en privé, mais refusa de le mentionner publiquement. Cinquièmement, elle justifia l'augmentation du budget et du personnel du FBI en se référant à « l'accumulation significative de messages interceptés non traduits ». Le FBI a dû être heureux d'avoir autant d'amis à la Commission. (Pour un débat sur les conflits d'intérêts impliquant d'anciens membres du département de la Justice, spécialement Jamie Gorelick et le FBI, voir l'annexe.)

### CRITIQUES LIMITÉES

Étant donné la composition de la Commission du 11 Septembre, la nature des critiques qu'elle émet contre différents organismes, dont les militaires américains, n'est pas surprenante. En conséquence, elle estime qu'elle s'est acquittée de sa mission. Mais les critiques sont inoffensives. Aucun individu n'est accusé en particulier. Et les actes d'accusation relèvent de manques d'imagination, de défaillances de communication et d'autres reproches tout aussi anodins, mais pas de crimes entraînant des poursuites judiciaires. Si le rapport Kean-Zelikow représente le jugement définitif, alors Martha Stewart passera plus de temps en prison que tous ceux qui sont responsables de la mort de presque trois mille personnes le 11 Septembre.



## LE COMMISSAIRE RÉDUIT AU SILENCE

Peter Lance consacre une page à un membre de la Commission, Max Cleland, qui menaçait d'être une source de problèmes pour la Maison Blanche. Comme je l'ai mentionné au chapitre 14, Cleland a dû démissionner quand il fut nommé à un poste vacant au conseil d'administration de la Banque Import-Export. Lance signale, dans une partie de son livre intitulée « On a réduit le sénateur Cleland au silence » : « ce fut seulement après que celui-ci eut attaqué ouvertement l'administration Bush que la Maison Blanche envoya sa nomination au Sénat ». <sup>24</sup>

Lance fait allusion aux critiques formulées par Cleland lors d'une interview qui fut publiée sous ce titre : « Le président devrait avoir honte ». Cleland y critique tout particulièrement un accord passé entre la Maison Blanche et la Commission à propos de l'accès aux réunions quotidiennes présidentielles. Selon cet accord, la plupart des commissaires n'avaient pas le droit de les accompagner. En réalité, seuls Philip Zelikow et Jamie Gorelick devaient être autorisés à y avoir plein accès. <sup>25</sup> Cleland déclara que « cette décision compromettait la mission de la Commission du 11 Septembre, purement et simplement ». Puis Cleland ajouta :

« Je n'ai pas l'intention de faire partie de ça. Je n'ai pas l'intention de faire partie de ceux qui n'ont qu'un accès partiel à l'information. Je n'ai pas l'intention de faire partie de ceux qui se contentent de conclusions hâtives. Je n'ai pas l'intention de faire partie de ceux qui acceptent que des pressions politiques leur dictent ce qu'ils doivent faire ou ne pas faire. Je n'ai pas l'intention de faire partie de ça. » <sup>26</sup>

Et, bien sûr, ce ne fut pas le cas, en vertu de son départ de la Commission. Bien entendu, nous ne saurons jamais quelle en aurait été la conséquence s'il était resté. Je pense néanmoins que cela n'aurait eu que peu d'effet sur l'élaboration du rapport final, en raison du fait qu'il est en réalité le rapport Kean-Zelikow. Mais je pense aussi que si Cleland était resté, Kean et Hamilton n'auraient pas pu annoncer dans la préface que les dix commissaires vinrent ensemble leur « présenter ce rapport, sans aucun dissentiment » (p. xv).

## RÉFLEXIONS FINALES

Quoi qu'il en soit, quelle qu'aurait pu être l'alternative, c'est au rapport final qui a été livré qu'il nous faut répondre. Ce livre apporte une réponse du point de vue de la question que je considère comme la plus importante. Est-ce que le rapport de la Commission d'enquête sur le

11 Septembre est arrivé à dissiper les soupçons qu'ont un grand nombre de personnes en Amérique et de par le monde quant à la complicité du gouvernement américain sans laquelle les attaques du 11 septembre n'auraient pu réussir? Dans la première partie, j'ai signalé que la Commission, loin de réfuter aucune des preuves qui vont dans ce sens, les a simplement ignorées pour la plupart et déformées pour les autres. Dans la seconde partie, j'ai suggéré que sa tentative de défendre les militaires américains en particulier contre cette suspicion est, au mieux sérieusement altérée, au pire une suite de mensonges éhontés. Au final, le rapport Kean-Zelikow, loin de diminuer mes soupçons sur une complicité officielle, a servi à les confirmer. Pourquoi les responsables chargés du rapport final s'engageraient-ils dans une telle supercherie, si ce n'était pour tenter de couvrir des crimes très graves?<sup>27</sup>

Alors que ce livre allait être mis sous presse, j'ai appris que le rapport de la Commission d'enquête sur le 11 Septembre faisait partie des finalistes aux National Book Awards [les «Oscars» du livre, NdT]. Je n'aurais pas été choqué par cette nouvelle à une seule condition : que cette nomination fût dans la catégorie «fiction».